Chavez : l'actualisation du socialisme est la perspective commune de nos peuples

• Comparution spéciale du président vénézuélien à la télévision cubaine à l'occasion du 10e anniversaire de l'Accord intégral de coopération entre la République bolivarienne du Venezuela et la République de Cuba

• AU terme d'un demi-siècle de transformations radicales à Cuba, et dix ans après la victoire du mouvement bolivarien au Venezuela, les deux pays sont confrontés à l'indispensable actualisation du socialisme, unique réponse possible aux expectatives des peuples des deux pays et du reste de notre Amérique.

C'est par ces mots que le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez, a terminé son intervention spéciale devant les caméras de la télévision cubaine, à l'occasion du 10e anniversaire de la signature de l'Accord intégral de coopération entre les deux Etats.

Le 30 octobre 2000, Fidel et Chavez signaient à Caracas cet accord d'une importance cruciale qui établissait un paradigme de coopération entre nations latino-américaines.

« Dix ans après, et pour ne parler que de la santé publique, Cuba nous a aidés à ouvrir 6 712 cabinets de consultation populaires, alors que les soins médicaux constituaient jusque-là un luxe dans ce pays », a souligné Chavez.

Copie de l'accord en main, le chef d'Etat vénézuélien a évoqué le contexte dans lequel celui-ci avait été signé : « La nouvelle République bolivarienne n'avait pas encore un an, c'était un bébé et nous étions en l'an 2000. »

C'était un 30 octobre. « C'est dans ces jours-là qu'au baseball j'ai retiré Fidel sur trois prises, même si l'arbitre a donné une balle pour mauvaise, on ne se mettra jamais d'accord là-dessus », a-t-il plaisanté. « Des journées inoubliables, dans le cadre de la cinquième visite de Fidel en terre vénézuélienne. »

Chavez a rappelé que Fidel était allé pour la première fois dans la patrie du Libertador en 1948, alors que lui-même n'était pas encore né. Il y avait alors dans son pays un gouvernement nationaliste, celui de Romulo Gallegos, qui fut renversé quelques mois plus tard. Après quoi Romulo Gallegos trouva refuge... à Cuba. Et dès son arrivée à La Havane, le grand écrivain, auteur de Doña Barbara, de Canto claro, de Pobre negro, de Sobre la misma tierra, lançait : « Ce sont les yankees qui m'ont renversé », pour cause de pétrole.

Ensuite vint l'époque de la Sierra Maestra, de la Révolution cubaine. Et Fidel revint à Caracas le 23 janvier 1959 et prononça un discours mémorable sur la place publique. Parmi son auditoire se trouvait, debout, Pablo Neruda, raconte Chavez.

La troisième visite de Fidel eut lieu trente ans après, en février 1989.

A ce moment-là, se rappelle Chavez, je travaillais au Palais blanc de Miraflores.

« ...Et je vis Fidel Castro de mes yeux : il avançait dans le long couloir qui conduisait au bureau présidentiel où se trouvait Carlos Andrés Pérez et il était accompagné de Daniel Ortega. Je les saluais alors tous les deux, militairement. »

Peu de temps après se produisit le Caracazo et la Révolution bolivarienne commençait.

La quatrième visite de Fidel intervint en 1999, le jour où « cet humble soldat que vous voyez devant vous fut investi président de la République, dans le cadre du processus révolutionnaire ». Enfin, la cinquième se produisit en l'an 2000 : l'Assemblée constituante avait approuvé une nouvelle Constitution.

Cuba était la seule à défendre le socialisme

Dans ce contexte, explique Chavez, Cuba était la seule à défendre le socialisme, parce qu'au Venezuela une petite flamme s'était allumée, mais tout n'était pas encore très clair. Nous n'avions pas encore fait du socialisme notre étendard, la Révolution ne s'était pas encore engagée dans cette voie.

« A l'arrivée de Fidel à Caracas, en octobre 2000, c'est cet accord que nous avons signé, et c'est un accord très généreux.

« Le Venezuela s'engageait à envoyer à Cuba juste un peu de brut et de dérivés : un total de 53 000 barils, pas plus, comme le précise l'article 3. Notre pays en finançait un faible pourcentage, comme il le faisait du reste pour plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. A cette époque, le prix du baril tournait autour de 20 à 25 dollars.

« Nous disions, souligne Chavez, que si le baril coûtait 15 dollars ou plus, on en finançait 5% sur la valeur de la facture ; si le baril coûtait 30 dollars ou plus, on en finançait 25%, et ainsi de suite. Ce n'était même pas une remise, c'était un financement que Cuba, comme bien d'autres pays, reconnaissait comme une dette qui devait être soldée, selon d'autres documents, à moyen ou long terme. C'est ainsi que cet accord est né. »

Le journaliste Randy Alonso a alors rappelé que Chavez avait proposé des chiffres plus élevés ; il s'était montré généreux envers la Révolution cubaine qui traversait une phase difficile. C'est Fidel qui a demandé de baisser les chiffres, parce qu'à son sens le Venezuela devait d'abord affronter sa propre situation.

Le président vénézuélien a rappelé qu'il était venu à Cuba en 1994 et qu'il avait parcouru les rues de La Havane où c'est à peine si quelques voitures circulaient, en raison de la situation économique critique que les Cubains ont appelée la « période spéciale ». « A La Havane, il y avait de l'électricité quelques heures par jour. Le blocus se resserrait, et ce géant qu'est Fidel, tout ce peuple géant résistaient au blocus », raconte Chavez. Ce furent des années très dures, avec d'une part la chute de l'Union soviétique et, de l'autre, l'Amérique latine se soumettait au consensus de Washington.

A cette époque, affirme Chavez, nous nous sentions déjà révolutionnaires, ce qui impliquait des responsabilités, et pas seulement envers Cuba. Ces accords, nous les

avons offerts à tous les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, mais les autres avaient plutôt peur de nous, et les Etats-Unis exerçaient des pressions sur eux.

Chavez se rappelle avoir proposé à Fidel de lui envoyer 100 000 barils de pétrole par jour, mais Fidel refusa : « Je ne peux pas accepter, disait-il, malgré les besoins immenses de Cuba, parce que vous en êtes à vos premiers pas. » Et c'était vrai, reprend Chavez, car nous avions une immense dette sociale à solder : lorsque je suis arrivé au Palais de Miraflores, il n'y avait même pas d'argent pour payer les salaires : on payait les employés avec deux ou trois mois de retard ; au Venezuela, la pauvreté concernait 60% de la population, la misère approchait les 25%, et le chômage frôlait les 20%.

« Le pétrole, on en faisait cadeau, parce que le Venezuela se subordonnait aux intérêts de l'empire contre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; il produisait beaucoup plus de pétrole qu'il n'en fallait et les prix baissaient.

« C'était une situation terrible que celle du Venezuela du Pacte du point fixe : la santé était totalement privatisée, il fallait payer les soins jusque dans les hôpitaux publics, l'éducation était privatisée, le taux de mortalité infantile était élevé et la dénutrition, galopante. »

Première tâche : consolider la Révolution

« Le Venezuela était bel et bien à terre, et Fidel, qui en était conscient, me dit : 'Chavez, vous n'avez rien de plus urgent à faire qu'à consolider votre mouvement ; Cuba ne peut donc pas accepter cela.' »

Les deux chefs d'Etat bavardèrent toute la nuit et arrivèrent finalement à ce chiffre de 53 000 barils par jour, que Cuba payait, parce que, insiste Chavez, seul un faible pourcentage était financé.

Dans l'article 4 du même accord, figurait tout ce que Cuba s'engageait à fournir en matière de santé : services médicaux, spécialistes et techniciens de la santé. « Je me rappelle, dit Chavez, que Fidel rédigea de sa main ce paragraphe : ' des soins médicaux là dans les régions où il n'existe pas de personnel soignant».

L'île a aussi aidé le Venezuela dans plusieurs autres domaines, affirme Chavez : l'industrie, en particulier sucrière, les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé, les médicaments, les formations dans le domaine du tourisme, de l'agriculture, de l'alimentation. Le même accord prévoyait des projets techniques, des formations de troisième cycle à Cuba, la production de substances biologiques pour combattre les fléaux. « Tout ceci a été fait ; l'accord a été exécuté au pied de la lettre. »

Chavez rappelle que le premier aspect de l'accord qui a été appliqué immédiatement est « celui qui m'apparaît comme le plus beau » : Cuba a commencé à transporter des milliers de Vénézuéliens malades à destination de La Havane, où ils étaient soignés. Cette opération continue : à ce jour, plus de 23 000 patients accompagnés de leur famille ont été transportés par plus de trois cents vols de la compagnie Cubana de Aviacion.

« Vie, santé, éducation, progrès : voilà ce que le peuple cubain et la Révolution cubaine ont apporté à la Révolution bolivarienne. Merci, Cuba. Laissez-moi paraphraser ici José Marti : 'Que Cuba nous dise en quoi la servir, et elle trouvera en nous des fils et des filles véritables !' »

A une question du journaliste sur l'alerte lancée par Fidel sur le danger de guerre nucléaire impérialiste, Chavez a fait remarquer qu'avec la victoire de la droite et de l'extrême droite aux élections de mi-mandat des Etats-Unis, de nouvelles menaces pèsent sur Cuba et le Venezuela.

« Les menaces vont se maintenir, mais je compte sur ce monde nouveau qui existe déjà pour neutraliser la menace impériale. Je ne nie pas l'importance des avertissements de Fidel. J'en ai parlé hier avec lui et je reprenais le titre d'une de ses Réflexions : 'Pourvu que je me trompe !' »

« Je viens tout juste, poursuit Chavez, d'une tournée au Moyen-Orient, et j'y ai vu des préparatifs de guerre : l'empire est installé et le peuple d'Iran se déploie pour défendre sa souveraineté. Beaucoup d'autres pays se préparent aussi. »

« Pourvu, donc, que n'éclate pas un conflit d'envergure qui pourrait déboucher sur un conflit nucléaire, comme le dit Fidel, passé maître en la matière parce qu'il a étudié le sujet à fond : un conflit nucléaire pourrait provoquer un hiver nucléaire qui anéantirait la vie sur la planète. »

En donnant l'alerte, a souligné Chavez, Fidel a suscité une véritable prise de conscience du problème parmi les peuples et les gouvernements du monde.

A une dernière question sur les perspectives des relations bilatérales, Chavez a fait remarquer que, comme il le commentait à Raul ce même jour, l'année 2011 sera celle du 50e anniversaire de la déclaration du caractère socialiste de la Révolution cubaine : « Il nous faut donc porter un regard scientifique sur le passé, le présent et l'avenir. »

« Au Venezuela, nous avons franchi le cap des dix ans, et maintenant, nous pensons aux périodes 2010-2020, et 2020-2030. »

« Nous avons lancé une offensive économique, internationale, sociale, politique, d'approfondissement, de révision, de rectification, d'éthique, de morale, de culture, et c'est tout cela qui va marquer la deuxième décennie de la Révolution bolivarienne, de 2010 à 2020. »

Pour cette deuxième décennie de la Révolution bolivarienne et sixième décennie de la Révolution cubaine, « je suis sûr et certain que les deux peuples et les deux Révolutions continueront de se soutenir mutuellement et de se consolider », a-t-il affirmé. •